

« Ouragan sur l'Atlantique Nord »

« Qui aurait pu imaginer qu'un cyclone fasse autant de dégâts...? » Tout le monde se souvient de cette réflexion spontanée de Georges Bush en survolant la Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina. Le même type de propos a été tenu récemment devant le Congrès par Alan Greenspan, l'ancien président de la FED, lorsqu'il a concédé que « *La crise avait pris une dimension beaucoup plus grande que ce qu'il avait imaginé* », estimant que le marché du crédit vivait actuellement « *un tsunami comme on en voit un par siècle* »¹. Depuis, tous nos grands argentiers avouent les uns après les autres être surpris par la violence de la crise. Il y a de quoi : Le 15 septembre nous apprenions que les Etats-Unis avaient détruit en une semaine plus de 1000 milliards de dollars², soit l'équivalent de cinq « Katrina »³ ou, selon les évaluations, l'équivalent du coût total des interventions militaires américaines en Irak et en Afghanistan⁴. Un mois plus tard, les pays européens, qui pensaient sortir indemnes de cette dynamique perverse, annonçaient qu'ils leur fallait 1700 milliards d'euros (soit la bagatelle de 2300 milliards de dollars...) pour couvrir les défaillances de leur système bancaire. Depuis nous constatons que l'économie mondiale aurait détruit l'équivalent de 28 000 milliards de dollars en capitalisation boursière depuis le mois de mai (ce qui correspond à une perte moyenne de 200 milliards par jour... soit un total équivalant aux PNB cumulés de l'Europe et des Etats-Unis ... !).

Ces chiffres en cascades donnent le vertige tant ils semblent irréels. Ils ne veulent plus rien dire tant la déconnection entre la spirale baissière des marchés et l'économie réelle est flagrante. De leur côté, les experts avouent leur incompréhension face à des instruments de bord qui ne répondent plus aux injections de liquidités des banques centrales et encore moins aux injonctions des gouvernements. Personne n'ignore que les traders et les grands prédateurs

¹Propos tenu lors de son audition le jeudi 16 octobre par Henry Waxman, le président démocrate de la commission de contrôle d'action gouvernementale à la Chambre des représentants

² Si l'on ne retient comme base d'évaluation que les chiffres du plan (700 milliards de dollars) proposé par Henry Paulson, le secrétaire d'état américain au trésor, et voté par le Congrès et le Sénat.

³ Il faut se rappeler que ce sinistre très brutal reste pour nos démocraties riches, qui bénéficient de couvertures d'assurances, le plus élevé que nous ayons connu (200 milliards de dollars en 48h).

⁴ Selon le Prix Nobel d'économie, Joseph E. Stiglitz, et Linda Bilmes, une spécialiste de finances publiques, professeur à l'université de Harvard, l'Amérique devrait déboursier jusqu'à 2 000 milliards de dollars si les troupes américaines restaient jusqu'en 2010 sur le sol irakien. Cf. L'étude sur le prix de la guerre en Irak qu'ils ont publié en janvier 2006. Actuellement les chiffres officiels font état d'un coût global de 700 à 1000 milliards de dollars depuis le début des opérations. A titre de comparaison, la seconde guerre mondiale avait coûté 3000 milliards de dollars...Toujours à titre de comparaison, les dépenses d'investissement en systèmes d'armement du département de la Défense ont pratiquement doublé, passant de 790 milliards en 2000 à 1600 milliards en 2007 (selon le GAO dans son sixième rapport annuel sur le programme d'acquisitions du département) Le Pentagone envisage par ailleurs d'investir 900 milliards au cours des cinq prochaines années pour développer et acquérir de nouveaux programmes, dont 335 milliards pour de nouveaux armements.

financiers vivent dans des mondes parallèles et qu'ils sont totalement indifférents aux gesticulations politiques. De plus, la bourse n'est pas l'économie et « *la politique ne se fait pas à la corbeille* », pour reprendre une réponse du Général de Gaulle⁵. Tout est un peu mélangé dans les analyses portées de façon très anxiogène par les médias et plus personne ne sait véritablement ce qui relève de la spéculation, de la régulation, du marché, de la finance, de la banque ou de l'économie. Nous ne sommes plus dans la rationalité mais dans les pathologies du « *joueur* » de Dostoïevski ! Pourtant, selon les théories de nos chers experts, les courbes devraient s'inverser à l'annonce des multiples plans de secours et de relance des économies annoncés quotidiennement sur tous les rivages de l'Atlantique nord. Les instruments de bord de nos économistes en chef seraient-ils devenus complètement fous, comme s'ils étaient soumis à une magnétisation hors du commun ? Ou alors nos experts ne seraient-ils pas en train de se tromper une fois de plus de crise en sous-estimant sa nature et ses effets ?

Puisque tous les analystes utilisent le terme de tsunami, d'ouragan, de cyclone pour illustrer cette catastrophe financière, reprenons l'exemple de Katrina⁶. Pour les météorologues l'affaire était entendue : il s'agissait d'un cyclone exceptionnel par son amplitude et de fait par son intensité. Ils l'avaient classé 4 à 5 dans leur jargon de spécialistes⁷. Cela signifiait que nous n'étions pas confrontés à un ouragan classique mais à un phénomène « *hors norme* ». Pour autant, tout le monde a fonctionné comme s'il s'agissait d'un cyclone ordinaire alors qu'il fallait se préparer à une crise « *hors cadre* ». Dans l'hypothèse d'un cyclone ordinaire, il faut faire face au vent et aux pluies cycloniques. De plus, les populations savent ce qu'il faut faire, ayant chaque année au même moment rendez-vous avec cette contrainte climatique. Tous les moyens et les procédures de secours sont prévus dans ce sens. Ils ont du reste été déployés dans cette perspective. C'est un peu ce que nous pouvons constater pour la crise financière, nous sommes dans le même modèle mental et le même imaginaire. Beaucoup n'ont cessé d'alerter depuis deux ans sur le fait que nous

⁵ Lors de sa conférence de presse du 28 octobre 1966, De Gaulle répond à une question sur les marchés financiers : « *La Bourse, en 1962 était exagérément bonne. En 1966, elle est exagérément mauvaise, mais vous savez, la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* ».

⁶ Voir à ce titre le rapport réalisé sur le sujet : " *Les crises hors cadres et les grands réseaux vitaux Katrina-Faits marquants, pistes de réflexion - Mission de retour d'expérience EDF* », www.xavierguilhou.com, rubrique Publications > rapports.

⁷ Tableau des échelles d'intensité des cyclones

Catégorie de cyclone	Pression au centre (mbar)	Vitesse des vents (km/h)	Dégâts
1	>980	119-153	minimum
2	965-979	154-177	modérés
3	945-964	178-209	étendus
4	920-944	210-250	extrêmes
5	<920	>250	catastrophiques

étions face à une situation équivalente à une catégorie 4 à 5, si nous avons une échelle correspondante des catastrophes financières⁸. Pour autant tous nos gouvernements réagissent, un peu comme l'a fait le maire de la Nouvelle-Orléans, en minimisant dans un premier temps la réalité. Le premier réflexe est de limiter la qualification de la crise : « *c'est un ouragan comme un autre, on a l'habitude !* », « *c'est une simple bulle spéculative immobilière, ne vous inquiétez pas, on sait faire !* » alors qu'il s'agit d'autre chose.

Les plans américains et européens donnent l'impression d'être un peu comme tous ces moyens de secours éparpillés avec bonne conscience et professionnalisme dans la ville lors de Katrina. Le seul problème est qu'ils ne répondent qu'à une partie du problème et qu'ils sont mal positionnés. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'élément « *dimensionnant* » d'un cyclone de classe 4 à 5 n'est pas la pluie et le vent mais la mer qui se forme sous l'action du vent et qui arrive toujours avec un temps de retard. Personne ne peut pressentir ce type de phénomène et la plupart du temps nos instruments de mesure sont dans l'incapacité de faire leur travail d'alerte. Quand vous êtes en mer lors d'un tsunami, vous ne voyez pas le niveau de l'eau monter et il est quasiment impossible de diagnostiquer à vue l'onde meurtrière. Vous ne vous en rendez compte que lorsque la vague vient se briser sur les littoraux. C'est à ce moment précis que vous vous rendez vraiment compte de la hauteur du mur d'eau et que vous prenez conscience de l'ampleur du désastre. Dans le contexte actuel la mer : ce sont les hedge funds⁹, les CDS (*credit default swaps*) et tous ces produits toxiques qui sont en train de se replier sur les marchés, auxquels il faut ajouter désormais les effets de la crise du « *revolving* ¹⁰ » liée à la récession américaine. Certains évoquent des chiffres considérables : on parle de 55 000 milliards de dollars pour les seuls marchés des dérivés. En réalité personne ne sait véritablement qu'elle sera la hauteur de la vague ! Ces deux effets imperceptibles sur les marchés sont en train d'arriver très rapidement sur nos rivages.... L'onde de choc va frapper nos économies sur la fin de l'année. Les experts ont d'ores et déjà identifié quelques replis massifs qui ont mis à mal quelques places financières et grandes banques, mais le meilleur est devant nous, après les élections américaines !

Que s'est-il passé pour Katrina ? Tout le monde se rappelle de ces images de la mer et conjointement des eaux du lac Pontchartrain qui, sous la pression de l'énorme masse liquide en mouvement, ont commencé par déborder, puis par

⁸ Dans cette hypothèse, selon certains experts, la crise de 1929 ne serait qu'une classe 2 à 3... par rapport à l'amplitude des événements actuels. Mais les avis sont très partagés, car d'autres analystes pensent que cette crise est moins grave que celle de 1929....

⁹ Pour en savoir plus voir : <http://www.lafinancepourtous.com/Hedge-funds.html>.

¹⁰ Le crédit revolving est une forme de crédit à la consommation. Il est très pratiqué aux Etats-Unis et est à l'origine d'un surendettement des ménages. Certains parlent d'une crise équivalente à celle des subprimes avec un volume d'encourts insolubles de l'ordre de 1000 milliards de dollars.

briser les digues. La suite est bien connue avec son bilan inacceptable de destructions et de victimes, surtout pour la première puissance mondiale. En revanche, on oublie facilement que, dans ce type de phénomène « *d'overflowing* » puis de « *breaking* » des stratégies d'endiguement, les moyens de secours mal prépositionnés sont les premiers touchés. Dans le cas présent de Katrina ils furent tous noyés, emportés par les flots ou neutralisés. Les moyens qui ont été envoyés par la suite n'ont pas pu accéder à la ville. C'est exactement ce qui risque d'arriver pour tous nos plans vertueux. Ils seront piégés et ne serviront à rien face à la violence des replis de tous ces produits dits « toxiques » que l'ensemble des opérateurs financiers et traders sont en train de nettoyer de leurs comptes. N'oublions surtout pas que ces derniers sont totalement indifférents aux logiques collectives... et qu'ils prennent chaque annonce des politiques comme un signal d'opportunité pour de nouvelles prédatations. De plus, ils surfent sur le paradoxe de ces annonces qui sont perçues par les populations comme des signaux aggravants de la crise. Il faut bien se rendre compte que les politiques, contrairement à ce qu'ils croient, ne font que valider à chaque plan un franchissement de seuil supplémentaire dans le crescendo de cette perception anxieuse et négative de la crise. Ils portent de fait une responsabilité non négligeable dans la dégradation de la confiance qui se mesure de jour en jour sur le terrain. Pour l'instant les populations n'ont pas le choix, elles sont piégées, résignées, mais pour combien de temps ? Attention au phénomène Northern Rock¹¹ qui plane en permanence sur les dépôts des banques. Ces derniers constituent nos seules digues face à la vague destructrice qui arrive. N'oublions pas que la mesure de la résistance de ces digues virtuelles réside dans la confiance des déposants dans leurs banques: si cette relation tient sur le terrain il sera possible d'encaisser le choc. Dans le cas inverse ce n'est pas une réunion à Camp David qui solutionnera les problèmes à venir. Avant d'envisager de réformer le capitalisme, il serait peut-être temps de consolider et renforcer les digues... Le moindre maillon faible dans les capitaux propres des banques peut être fatal, la moindre brèche dans le système bancaire sera impitoyable pour nos logiques de vie très vulnérables.

Cette question de qualification de l'évènement est cruciale et il semblerait que nous soyons tombés dans les pièges tendus par la crise. L'amiral Thad Allen, patron des *Coast-Guard* américains à l'époque de Katrina, a très bien résumé cette question. Pour lui, tout le monde s'était trompé dès le départ sur l'évaluation de la situation. Pour l'ensemble des responsables, comme d'habitude, il s'agissait d'un cyclone alors que l'Amérique devait faire face selon

¹¹ Northern Rock, banque spécialisée dans les prêts immobiliers, avait connu une ascension fulgurante depuis son entrée en Bourse en 1997, jusqu'à se hisser parmi les dix premiers établissements bancaires du Royaume-Uni. Mais elle a plongé dans la tourmente en septembre 2007, frôlant la faillite dans le sillage de la crise des prêts hypothécaires à risque ("subprime") aux Etats-Unis. L'image de ses clients venant retirer leurs dépôts est resté lourdement gravée dans l'imaginaire britannique. Depuis qu'elle s'est placée le 13 septembre 2007 sous la protection de la Banque d'Angleterre, Northern Rock lui a emprunté environ 26 milliards de livres (35 milliards d'euros).

son expression à une « *arme de destruction massive* », ce qui n'est pas la même chose en termes de nature de crise. Et il ajoute « *sans intention terroriste* », ce qui a terriblement compliqué les modes de réponses entre le niveau fédéral et le niveau local. Dans le cas inverse, cela aurait été plus simple, car depuis le 11 septembre il existe un plan pour faire face aux actes terroristes... Mais un cyclone ne rentre pas dans ce type de « *book* »... Face à la crise financière, nous sommes dans le même cas de figure : Il ne s'agit pas d'une énième « *bulle spéculative* » mais d'une « *crise sans précédent d'une économie du hors bilan* ». Cela n'a rien à voir en termes de masses critiques à traiter. Nous sommes, pour reprendre la « classification » de l'Amiral Thad Allen, face à une « *arme d'autodestruction massive* » avec cette fois ci, comme facteurs aggravants, une « *intention spéculative et prédatrice* » des milieux financiers. Pour le moment cela permet à nos politiques, qui ont quand même laissé s'installer cette mécanique perverse au cœur de nos économies depuis 30 ans, de jouer aux « Saint-Just » en réclamant quelques têtes pour se défaire de toute responsabilité face à l'histoire....Mais là n'est pas le cœur de la question à traiter.

Dans le cas de Katrina tout le monde peut en effet accuser le changement climatique comme cause du désastre. C'est facile et beaucoup ne se sont pas privés! Dans le cas de la crise financière tout le monde peut fustiger vertement le « *capitalisme dévoyé* ». C'est puéril et là encore beaucoup donnent dans la moralisation de l'économie! Mais personne ne peut ignorer que la catastrophe de Katrina a frappé d'abord tous ceux qui avaient construit sur des zones inondables et qui auraient dû être non constructibles (ce que les anciens avertis et prudents n'avaient jamais osé faire... surtout après les enseignements du cyclone Andrew qui était passé en 1903 au même endroit et qui avait commis les mêmes dégâts. *Bis repetita* mais avec entre temps 2 millions d'habitants en plus!). De même, personne ne peut occulter le fait que la catastrophe financière en cours frappe d'abord tous ceux qui se sont fragilisés avec un surendettement, le plus souvent spéculatif, pensant ainsi créer de la richesse avec du papier virtuel. Quand on se met en-dessous du niveau réel de la mer, il ne faut pas s'étonner d'être noyé lorsque les digues cèdent ... Il en est de même pour nos sociétés, la réalité économique existe, quand on la défie avec une économie parallèle du « *hors bilan* », celle de la titrisation, des CDS etc., il ne faut pas s'étonner des retours de bâton quand il y a recalage des systèmes. Comme l'écrit Théophile Gautier « *L'esprit de l'homme n'a point de bornes en ses aberrations* ». Il faut de temps à autre que la nature, par sa puissance, ou que l'humanité, par sa conscience, nous rappelle à l'ordre. C'est un peu ce que nous vivons actuellement avec ces convulsions pas toujours compréhensibles pour le commun des mortels, qui ne voit dans ces événements que ses intérêts immédiats, qui se confondent parfois également avec des réflexes compulsifs et compréhensifs de survivance élémentaire.

De fait, la crise qui ne devait être que limitée et passagère pour nombres d'experts, s'avère brutale et durable. Nous n'en sommes qu'au tout début et son

amplitude ne va pas s'arrêter avec les festivités de fin d'année. Elle va marquer profondément l'année 2009 et peut-être la prochaine décennie avec des effets secondaires que les historiens connaissent bien tant ces cycles sont récurrents depuis plusieurs siècles. Pour autant, cet ouragan prévisible et annoncé depuis 5 ans était nécessaire pour calmer les vagues de spéculations effrénées qui ont rythmées la croissance mondiale de ces dernières décennies. Bien entendu tout le monde en Europe est content que l'Amérique soit enfin mise à genoux par ses propres excès. En même temps nous nous impatientons parce que nous trouvons qu'elle ne réagit pas assez vite, ce qui est un comble lorsque nous connaissons l'indolence, les divisions et les inerties européennes. C'est vite oublier que nous avons notre part de responsabilité dans cette situation, en ayant accepté de nourrir pendant deux décennies avec notre épargne cette surchauffe de l'industrie financière américaine. Nos banques plutôt que d'investir dans l'économie réelle ont préféré depuis des années jouer au casino en surfant sur tous ces produits financiers, plus chatoyants les uns que les autres, et inventés par des *golden-boys* que personne ne contrôlaient, pas même le système qui les a engendrés. Aujourd'hui, ce sont donc plusieurs centaines de milliards de dollars qui partent quotidiennement en fumée et qu'il va falloir couvrir en mettant à contribution le contribuable, puisque les Etats ont décidé de nationaliser des pertes (et non des actifs comme on essaye de nous le faire croire...). Les sommes en question à l'heure actuelle, en termes de recapitalisation, correspondent à peu près aux réserves des fonds souverains des chinois, singapouriens, émiratis, russes... soit 3500 milliards de dollars Il ne s'agit que d'une histoire de jeux d'écriture et pour certains de nantissement d'actifs. Il s'est passé la même chose après la crise de 1929 et beaucoup oublient que l'Angleterre, pour nettoyer ses comptes, a été obligée de transférer ses stocks d'or aux Etats-Unis. Le grand argentier qui fut en charge de cette opération s'appelait Churchill.... Il se peut que Gordon Brown n'ait pas oublié la leçon, d'où la pertinence du plan qu'il a proposé aux européens (car c'est lui qui a vraiment trouvé la solution pour consolider nos digues en Europe!).

L'Europe ne devrait pas tant fanfaronner et faire la morale aux Etats-Unis en admonestant le « *capitalisme immoral* » de Wall Street car elle a « *dîné allègrement avec le diable* ». Notre prospérité est totalement interdépendante de celle des Etats-Unis. Le modèle de société qui inonde nos rues est celui des marques anglo-saxonnes avec ses cycles consuméristes très futiles et court termistes. Nos systèmes d'information, de certification et de communication¹² sont américains. Quand les indices du CAC 40 grimpent, c'est parce qu'ils sont tirés mécaniquement par le Dow Jones etc. Nous pourrions multiplier ainsi les exemples de notre assujettissement à un modèle mental que nous nous plaisons à critiquer dans nos salons parisiens. Il est donc aisé d'accuser notre neveu américain de tous nos maux actuels et futurs. La parole de Saint Mathieu

¹² Cf. les normes de sécurité comptables et financières.

s'applique parfaitement à notre actualité lorsqu'il écrit: « *Pourquoi voyez-vous une paille dans l'oeil de votre frère, tandis que vous ne voyez pas une poutre dans la vôtre ?* ». Ainsi nous pouvons rejeter facilement la faute sur l'autre qui est loin, de l'autre côté de l'Atlantique. Toujours cet infantilisme historique dont nous n'arrivons pas à sortir ! Pourtant l'Europe se prépare des lendemains qui vont déchanter et dont les premiers signaux commencent à se manifester. La crise financière ne s'arrêtera pas aux Alpes comme les nuages de Tchernobyl. Elle commence déjà à sévir et de façon très brutale sur les actifs les plus vulnérables (cf. Fortis, Bradford Bradley, Dexia, RHE....) avec en arrière plan des Etats qui n'ont pas les moyens et la réactivité des Etats-Unis (quand ils ne sont pas eux-mêmes en situation de faillite comme l'est l'Etat français, ou en situation de quasi partition comme l'est la Belgique).

Tout le monde sait très bien que cette fuite en avant était certes nécessaire pour financer le développement de la mondialisation des échanges dont nous avons tant profitée. Elle a permis le formidable décollage de la Chine qui est devenue l'atelier du monde, de l'Inde qui est devenue le bureau d'étude du monde, du Brésil qui est devenu l'agro-puissance du monde, de la Russie qui est devenue notre backup énergétique face à un Moyen-Orient imprévisible et dangereux... Elle a également permis à l'Europe de vivre sur son aire, de profiter des gains de productivité de toute cette délocalisation industrielle vers l'Asie, de bénéficier de cette surconsommation à crédit et de continuer à vivre de ses rentes sans se remettre fondamentalement en question. Certes, des pays comme le Royaume-Uni après la rupture thatchérienne, comme l'Allemagne après le choc salutaire de la réunification, comme la Suède après la fin de l'utopie sociale démocrate, ont entamé des révolutions internes qui ont payé. Mais ces expériences n'ont jamais été intégrées au niveau supérieur et fait l'objet d'une véritable mutation en profondeur du mode de fonctionnement de l'Union-Européenne afin de la rendre plus résistante et responsable. Elles n'ont pas servi entre autre aux pays les moins performants (dont la France, qui est restée confinée dans sa bulle de spéculation intellectuelle qu'elle continue à entretenir malgré l'urgence de la situation...). Pour autant, l'ensemble du système a profité de cette dynamique de bulles financières générées par la libéralisation des échanges. L'objectif de ces dernières décennies a été de récupérer ces immenses liquidités générées par les économies émergentes pour les recycler en cadeaux fiscaux ou avantages acquis à nos populations. Ce sont autant de rentes viagères virtuelles que nous ne nous ne sommes plus en mesure de produire par nous-mêmes, mais que les politiques vendent comme étant des bénéfices de la mondialisation. Nous les avons recyclées au travers de plusieurs opérations spéculatives, avec en arrière plan le souci d'alimenter des logiques de rentes dites « à effets de levier » pour nos populations¹³. Il se peut qu'elles s'avèrent

¹³ Cf. le système des retraites américaines assises sur les fonds de pension ou dans un autre sens tout aussi pervers notre système de couverture sociale.

aujourd'hui à « effets d'ancrage » mais pas dans le bon sens car il va falloir payer à un moment ou un autre cette dérive folle et irresponsable du surendettement.

Tout a une fin, et il se pourrait bien que cette crise, comme d'autres « *coups de torchon* » qui s'annoncent à l'horizon, marque le terme d'un cycle très profitable pour nos sociétés et en ouvre un autre qui risque d'être assez déstabilisant, si ce n'est destructeur. Cette fenêtre de tir particulièrement spéculative et ludique que nous venons de connaître entre un monde qui se finit (celui de la modernité et des différentes révolutions industrielles) et un monde qui s'invente (celui des révolutions informationnelles ou de l'ère noétique¹⁴) est en train de se refermer. En réalité, depuis 30 ans il n'y a jamais eu de projet suffisamment satisfaisant et enthousiasmant pour fixer des stratégies durables d'investissement, raison pour laquelle toutes les bulles sont restées court termistes et ont explosé les unes derrière les autres. Elles n'ont jamais été en mesure de générer en soi des masses critiques et des dynamiques vertueuses. Ce fut le cas de la bulle japonaise entre 1980 et 1990 (que l'on a appelée le « miracle japonais ») puis de la bulle Internet entre 1995 et 2000 (avec l'euphorie des *start-up*), de la bulle sur les matières premières (2006-2008) et actuellement de la bulle des « *revolving* » et des « *hedge funds* », voire demain des pays émergents.... L'ouragan financier actuel est déjà ressenti comme un énorme choc pour l'économie mondiale. Il est néanmoins indispensable pour calmer les excès et recadrer l'action qu'elle soit publique ou privée. Compte-tenu des profits générés ces dernières années et de la survalorisation des marchés, le coût à payer de plusieurs milliers de milliards de dollars n'est pas à priori exorbitant (au regard des PNB des pays riches). Il handicape momentanément nos ambitions et notre frénésie matérialiste mais n'est pas fondamentalement dramatique pour le moment au regard d'autres situations plus impitoyables dans le monde¹⁵. Par ailleurs, si les contribuables américains et européens sont une fois de plus mis à contribution pour sauver Wall Street (qui garantit les retraites US et *challenge* le rendement de notre épargne) et limiter les dégâts en terme d'emplois, nous ne sommes pas encore entrés pour le moment dans la réplique des « *raisins de la colère* ». Le monde occidental, même si la crise financière est énorme, ne vit plus dans les mêmes conditions que dans l'entre-deux guerres. Nous sommes infiniment plus riches et ne faisons pas pitié ! Cette crise est avant tout une crise de riche ! De plus, elle calme momentanément l'explosion des prix sur les marchés des matières premières, et comme toute bonne saignée, élimine les extravagances des spéculations de ces deux dernières années. Les pays du Sud, qui n'ont pas leur mot à dire dans le tintamarre médiatique actuel, sont beaucoup plus à plaindre que nous. Ils ont tous les inconvénients entre les

¹⁴ Voir les écrits de Marc Halévy.

¹⁵ Cf. les émeutes de la faim, le fléau de la tuberculose ou du paludisme avec son million de morts tous les ans....

conséquences de l'assèchement du crédit, la volatilité des monnaies, la fébrilité des cours des matières premières, voire les tensions sur les taux d'intérêt qui pèsent sur leurs dettes, sans compter la concurrence des zones émergentes sur leurs propres économies locales.

Cette crise ne se limitera pas au seul domaine financier et bancaire. Elle va commencer par contaminer durablement nos vies économiques avec des phénomènes de stagflation en Europe comme aux Etats-Unis (mélange de récession et d'inflation). La sortie de crise risque d'être très différente de la déflation que le Japon a connue pendant dix ans après l'éclatement de sa bulle financière et bancaire en 1990. Il faut ajouter au tableau l'émergence de phénomènes pervers de décroissance (sur le plan de la consommation) et aussi de surinvestissement (sur le plan des innovations) pour faire face aux inconnues qui règnent autour de la question énergétique, entre autre. Cela va se traduire par des incompréhensions diaboliques entre des Etats qui ne pourront plus tenir leurs engagements en termes de « providence » et des populations qui ne voudront pas payer l'inconséquence de leurs dirigeants. Les déficits publics, et surtout les dettes publiques, vont devenir insupportables pour les moins bons de la classe (et dans ce domaine la France est dans le pire des classements), d'autant plus s'il n'y a plus le moindre souffle de vent avec des croissances négatives. Le cas de la faillite de l'Islande sonne la fin de la récréation pour tous ceux qui se sont amusés avec les équilibres budgétaires et nous ont fait croire que la spéculation n'avait pas de limite¹⁶. Il est toujours stupéfiant de voir combien la tartufferie et le mensonge ont dominé la gouvernance ces derniers temps. Les seuls qui s'en sortiront sans trop de casse seront ceux qui se seront donné les moyens pour aller chercher la croissance à l'extérieur. En revanche, attention à ceux qui auront, en plus de la crise du « hors bilan » privatif, construit un modèle de gouvernance avec du « hors bilan » public.

Dans ce domaine, la France est dans une position assez inquiétante, avec cette pollution de ces d'outils sacralisés par le régalien dès le début de la crise et que constituent Dexia, Les Caisses d'Epargne, les sociétés d'HLM... etc. Ils ont été présentés par le politique comme des digues infranchissables et indestructibles face au problème des subprimes et autres produits hypothécaires. Toujours cette culture de la « ligne Maginot » ! Nous nous apercevons que ces défenses qui ne devaient pas être contaminées sont en train de devenir les vecteurs d'une pandémie inattendue: en effet, ils ont pollués des collectivités locales qui ont souscrit sur leurs recommandations ces fameux produits toxiques,

¹⁶ Pays le plus pauvre d'Europe il y a 70 ans, l'Islande est devenue, en revenu par habitant, le 6^{ème} pays le plus riche du monde selon l'OCDE, avec une croissance de 4,9% en 2007, un taux de chômage de 2,8% et un budget de l'état excédentaire. L'Islande a fait de son système financier, valorisé 8 à 10 fois le PIB, sa principale source de richesse. Aux lendemains de la faillite de Lehman Brothers, le système bancaire s'est trouvé privé de liquidités et l'Etat n'a pu jouer son rôle d'amortisseur. La couronne a perdu en un mois plus de 40% de sa valeur et Reykjavik a été obligé d'annoncer « la faillite » du pays. Les russes se sont précipités sur l'aubaine en accordant un prêt de 4 milliards d'euros à l'Etat islandais pour faire face à la situation, récupérant de fait une fenêtre d'opportunité considérable vis-à-vis de l'OTAN et surtout des richesses de l'Arctique.

et personne n'a véritablement la cartographie pour le moment des dégâts potentiels. On sait simplement que des départements comme celui de la Seine Saint-Denis, dont la sensibilité n'est plus à démontrer, est dans ce cas de figure.... Avant de s'attaquer au « *capitalisme* », l'Etat français ferait bien de procéder à un véritable nettoyage de ses propres écuries. S'il ne le fait pas rapidement, entre son déficit public, sa dette et maintenant ce problème de tutelle qu'il va être obligé d'assumer sur des collectivités défailtantes, il s'effondrera au moindre contretemps ou faux pas, entraînant le pays dans une implosion sociale et identitaire grave, mais prévisible, et annoncée par de nombreux observateurs avertis de la France¹⁷! La crise ne l'épargnera pas. Au contraire, elle n'attend que le moment approprié pour frapper !

Qu'importe, les historiens connaissent bien les enchaînements de ce type de cycle qui vient de démarrer avec la crise financière : victimisation des peuples (nationalisme russe), repli sur soi des pays (isolationnisme américain) et recherche de fautif ou d'ennemi¹⁸, tentation protectionniste¹⁹, sublimation identitaire²⁰, dislocation des alliances²¹ et implosion des systèmes de gouvernance²².... Selon le niveau de solidité du pays, cela peut même aller jusqu'au risque de guerre civile, même si nos élites ne veulent pas l'entendre²³. Il est plus commode de penser dans nos pays riches que nous pourrions nous limiter au syndrome argentin, avec des femmes qui font tomber les gouvernements avec des casseroles en criant « *basta* » ! Nous pensons peut-être et inconsciemment que si cela allait plus mal, ce serait le moindre coût à payer quand la crise exigera son tribut. N'oublions pas que l'Argentine est passée au ras de la guerre civile et que l'implosion du pays fut déjà insupportable pour les populations (dont 60%, essentiellement les classes moyennes, sont passés en quelques semaines sous le seuil de pauvreté...). L'alerte islandaise est dans ce domaine très préoccupante. Elle ouvre un jeu dangereux que l'Europe n'a pas connu depuis longtemps.

L'Atlantique Nord est vraiment déstabilisé par cette crise « autodestructrice » dont nous avons eu l'intelligence sans pour autant inventer l'antidote. Espérons qu'elle se limitera uniquement à la dimension financière et économique et que nos populations auront la capacité de résister aux chocs à

¹⁷ Lire de l'auteur « *Quand la France réagira* » chapitre 1 : « *Oui, la confusion est totale* ».

¹⁸ Cf. le discours de Toulon avec la mise en accusation des patrons et du « capitalisme triomphant ».

¹⁹ Cf. la réaction de l'Irlande face à la crise bancaire.

²⁰ Cf. le cas de la Belgique.

²¹ Cf. la balkanisation de l'Union Européenne autour du plan de sauvetage des banques....

²² Cf. le cas du Japon qui est entré en dépression pendant une bonne décennie.

²³ Cf. l'exemple à nos portes de l'ex-Yougoslavie.

venir. Espérons aussi, pour reprendre mon dernier édito²⁴, que l'OTAN, qui est notre assurance vie sur cet espace stratégique, ne sera pas non plus mise en défaut en même temps dans les montagnes d'Afghanistan, avec un Pakistan très fragile et instable. Une conjonction des deux crises financière et sécuritaire serait alors une grande épreuve pour nos vieux peuples qui devront admettre d'un seul coup perte de richesse et retour de la guerre : Deux réalités que nous avons évacuées de tous nos scénarios de coexistence depuis des décennies.

Comme l'a écrit Eschyle « *C'est un lien fort que la parenté et l'habitude de vivre ensemble* ». Espérons que les vieux peuples de l'Atlantique Nord ressortiront plus forts de cet ouragan et qu'ils sauront tirer tous les enseignements des épreuves à venir. Pour cela, il faut qu'ils prennent conscience de leur appartenance à une même alliance et à un même destin. Or, ne nous voilons pas la face, la tentation est très forte pour les deux neveux de l'Europe (les Etats-Unis et la Russie) de profiter de cette crise pour se désolidariser un peu plus des vieux oncles européens insupportables, arrogants et toujours divisés, afin de se recentrer sur cette nouvelle Méditerranée du XXIème siècle qu'est le Pacifique Nord.... La Chine risque finalement d'être la grande victorieuse de cette crise et sans avoir eu à livrer la moindre bataille, ce qui est le *summum* de l'art de la guerre ! Mais ils n'ont aucun mérite, nous avons tout fait pour, grâce à notre formidable capacité d'autodestruction. Ce qu'avait diagnostiqué du reste Ben Laden dans l'un de ces prêches relayés par Al Djezira.... En ayant inventé cette économie du « hors bilan », nous avons délibérément joué aux apprentis sorciers. Nous avons fait croire au monde que nous pouvions créer de la richesse en multipliant à l'infini la dette et sans travailler. Les principes de réalité de la vie économique nous ont rattrapés et maintenant il va falloir payer ! La Chine le sait et elle attend patiemment que nous passions sous ses « fourches caudines » pour faire allégeance. Ce sera ou ne sera pas l'acte fondateur de la future présidence américaine. Il déterminera le style de gouvernance qui va dominer sur le Pacifique Nord pour la prochaine décennie : sera-t-il celui de la connivence, de la convergence, de la coordination ou de la confrontation entre les deux vrais leaders de cette crise que sont la Chine et les Etats-Unis ?

Xavier Guilhou²⁵

Octobre 2008

²⁴ Edito de septembre : « *Poutine et Ben Laden ne peuvent que nous remercier.* www.xavierguilhou.com, rubrique Publications > Essai du Mois.

²⁵ Président de XAG Conseil et auteur de « *Quand la France réagira...* » éditions Eyrolles – février 2007. www.xavierguilhou.com.